

droit & liberté

SPECIAL

Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix

JUIN 1968 — N° 274 — PRIX : 1 FRANC

Les semaines qui ont ébranlé la France

EST-CE LA FAUTE DES ETRANGERS ?

- A la source des violences
 - L'université et le racisme
 - Les immigrés dans la grève
 - Journées troubles à Belleville
-

OPÉRATION SURVIE

Sous ce titre, *Droit & Liberté* publiait, dans son dernier numéro, un appel à tous nos amis, ou il demandait leur aide.

Peut-être en raison de la crise qui secoue la France, n'avez-vous pas encore reçu ce numéro. Nous y proposons plusieurs manières de vous aider :

- En s'abonnant à *Droit & Liberté* (un an : 20 F, abonnement de soutien : 40 F. C.C.P. 6 070-98 Paris),
- En collectant des abonnements,
- En plaçant des cartes d'adhésion au M.R.A.P.,
- En plaçant des bons de soutien,
- En collectant des dons exceptionnels autour de soi.
- En versant chaque mois une cotisation volontaire.

Le M.R.A.P. et *Droit & Liberté* n'ont pas d'autre soutien que celui de leurs militants et de leurs amis. C'est pourquoi il compte sur eux ; sur vous.

Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.)
30, rue des Jeûneurs, Paris-2^e. C.C.P. 14.825-85 - Paris

LIC. BCT 391

gaie comme son soleil 



3 semaines **1545^F**
Paris-Paris tout compris
2 départs par semaine du 13 Mai au 2 Octobre
Renseignements et documentation :

 13, rue Laborde
Paris 8^e
Tél. : 522.05-59

JE DESIRE RECEVOIR VOTRE DOCUMENTATION A DÉCOUPER

NOM PRÉNOM.....

ADRESSE.....

D & L



Voici bientôt sept ans, les "ratonnades" ensanglantaient Paris et les banlieues où vivent les travailleurs algériens (à gauche : une victime laissée sur le trottoir). En mai 1968, Paris a eu ses nouveaux "ratons" : les étudiants, qui furent victimes de violences policières inouïes

ARDENT MOIS DE MAI

ON discutait des immigrés, ce premier samedi de juin, à l'amphithéâtre Descartes. Quelques travailleurs portugais, algériens, africains, antillais, spécialement invités, des « curieux » en quête de débats, des dirigeants de plusieurs organisations se mêlaient aux étudiants.

— Jusqu'à présent, dit un ouvrier portugais, très applaudi, beaucoup d'entre vous ignoraient les difficultés des immigrés, peut-être même leur existence. On passe à côté de nous sans nous voir. Nous voudrions que, ce soir, après cette réunion, vous alliez sur place voir comment on vit dans les bidonvilles, dans les caves, les taudis...

Il y eut aussi la véhémence intervention d'un Africain qui dit à peu près ceci : « C'est en raison du colonialisme que nous avons dû nous expatrier. Ce qui nous intéresse avant tout, ce n'est pas d'améliorer notre situation en France : c'est de lutter pour la révolution qui libérera notre propre pays du colonialisme et de ses conséquences... »

Les applaudissements furent vifs, mais moins fournis. Voulant ramener l'assistance aux réalités immédiates, un jeune syndicaliste s'écria :

— Nous avons constaté ce qui ne va pas. Sommes-nous capables de faire quelque chose pour y remédier?... Il y aur

bientôt des élections : saurons-nous obtenir que la question des immigrés soit posée au cours de cette campagne, que les futurs élus mettent fin à la surexploitation honteuse de ces hommes?... Je ne vous demande pas d'applaudir, mais d'agir.

On ne l'applaudit pas ; son intervention fut suivie d'un lourd silence.

Une fièvre généreuse.

Bien que le sujet débattu ce jour-là ne représente qu'un aspect particulier des problèmes posés à la France aujourd'hui, cet échange de vues passionné, éclairait on ne peut mieux, au bout d'un mois, les courants divers et les forces profondes qui s'expriment dans le mouvement en cours, ainsi que l'immense portée, comme les limites actuelles de ce mouvement.

Par delà les interprétations divergentes et les polémiques, il nous plaît de souligner, quant à nous, ce que la présente « contestation », qu'elle soit étudiante ou ouvrière, revendicative ou politique, porte en elle de générosité, d'aspirations à la justice, au progrès social et humain.

Pendant ces journées fiévreuses, ce qui a été remis en cause, tant dans l'Université que dans les usines, ce sont — avec

les aliénations d'une société basée sur le profit — les atteintes à la dignité de tous les hommes et d'abord les plus défavorisés. Ce n'est pas un hasard si les travailleurs et étudiants étrangers, en dépit de maintes entraves, ont pris une part active aux manifestations et aux grèves, à égalité avec leurs camarades français, si leur sort a donné lieu à tant de débats et prises de positions à la Sorbonne, dans les syndicats, dans des groupes d'étude, au cours du colloque permanent de l'Odéon.

Les transformations amorcées en bien des domaines traduisent un intérêt renouvelé pour les affaires publiques, une grande soif de culture vivante et populaire. L'union réalisée dans la lutte a jailli de la libre expression des idées et des initiatives.

C'est ce qu'ont ressenti, par exemple, les lycéens de Lakanal, qui, au terme de trois semaines de discussion, écrivent dans leur rapport : « Cette étude commune, outre les graves imperfections qu'elle a décelées dans notre enseignement, a prouvé la richesse et la joie du travail en groupe, et découvert aux participants les côtés inconnus de leurs voisins. La spontanéité du mouvement lui a donné parfois des allures provocantes, nées de l'enthousiasme qui s'est vite emparé des élèves, étonnés de se sentir brusquement libérés et considérés. Il n'y a là qu'un souffle généreux

LA VOIX DU M.R.A.P.

Au cours de la crise de mai-juin, le M.R.A.P. a fait connaître son point de vue à différentes reprises par la voie de la presse et de tracts.

Au début de mai, il a condamné la répression policière contre les étudiants; exprimant sa solidarité avec ceux-ci et avec les travailleurs, il a rappelé "le sens de son propre combat contre les discriminations raciales, et généralement pour l'instauration d'un ordre social plus juste et plus humain, et d'une civilisation où l'égalité de dignité et les droits de chacun seraient pleinement reconnus". Le 1^{er} juin il a protesté contre les manifestations de xénophobie dans le cortège des Champs-Élysées.

Le 13 juin, avec plusieurs autres associations, sur l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme, le M.R.A.P. est intervenu auprès du ministre de l'Intérieur pour protester contre les expulsions d'étrangers dans des conditions qui ne leur assurent pas les garanties souhaitables contre l'arbitraire.

droit & liberté

MENSUEL

30, rue des Jeûneurs - Paris (2^e)
Tél. 488-09-57 - C.C.P. - Paris 6070-98

ABONNEMENTS

- Un an : 20 F
- Abonnement de soutien : 40 F
- Étranger : 30 F

BELGIQUE

MRAX (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie).

43, avenue de Berchem, Sainte-Agathe - Bruxelles 8 - Tél. 27-56-39.
Abonnements : MRAX, 15, Square Léopold - Bruxelles 2 - C.C.P. 73-64-15

- Un an : 200 FB.
- Soutien : 400 FB.

SUISSE

Librairie Rousseau - 36, rue Jean-Jacques-Rousseau - Genève - C.C.P. 12.7249.

- Un an : 18 F.

qui ne demande qu'à être partagé par le plus grand nombre.»

Il était normal, dans ces conditions, que le mouvement se révèle foncièrement internationaliste et antiraciste.

Est-ce la faute des étrangers?

A l'opposé, nous avons assisté à une nette poussée de xénophobie. Dans les discussions suscitées par les activités de Cohn-Bendit, l'origine juive et allemande de celui-ci a servi d'argument dans certains milieux. Minute, bien entendu s'en est donné à cœur joie. A l'Assemblée nationale, un député, M. Roger Souchal, (qui fut un farouche militant de «l'Algérie française») crut devoir, dans un stupide discours à la Déroulède, rendre hommage «aux combattants des guerres 1914-18 et 1939-45, qui ont lutté contre les amis de Cohn-Bendit».

C'est une tradition de dénoncer «la main de l'étranger» dans tout courant politique mettant en cause le pouvoir établi. M. Pompidou n'y a pas manqué, dans son discours du 14 mai, où il a jeté l'anathème contre «des individus déterminés, munis de moyens financiers importants, d'un matériel adapté au combat de rues, dépendant à l'évidence d'une organisation internationale» ce qui lui a valu une vive réplique de M. Pierre Cot.

Parmi les personnes arrêtées dans les manifestations, notamment à Paris et à Lyon, les noms des étrangers ont été mis en vedette. Puis on a procédé à une véritable vague d'expulsions, scandaleuses et arbitraires, tendant à accréditer l'idée d'une «subversion dirigée de l'extérieur», menée chez nous par des «agitateurs étrangers».

Le slogan «la France aux Français» (celui-là même qui scandait les «camelots du roi» en 1934 et les pétainistes en 1940) a retenti à nouveau à Paris dans les manifestations d'Occident. On l'a entendu aussi, fréquemment répété, dans le cortège des Champs-Élysées, le 30 mai, accompagné parfois de mots d'ordre ouvertement racistes, d'appels au meurtre, que la presse a cités, tels que : «Cohn-Bendit à Dachau» ou «Mendès-France au crématoire»...

Mais parmi les étudiants, on ripostait : «Nous sommes tous des juifs allemands!» Parmi les grévistes, la solidarité entre Français et immigrés se renforçait à la faveur de la lutte. L'affirmation de bon sens contenue dans un appel du M.R.A.P. a prévalu dans l'immense majorité de l'opinion : «Pas plus que les étudiants étrangers ne sont responsables de la crise de l'Université française, les travailleurs immigrés ne sont de la situation économique et sociale.»

Aux sources de la violence

Riche de succès et d'espoirs, cette période s'est pourtant déroulée, en dépit de ses aspects exaltants — ou peut-être à cause d'eux — sous le signe de la violence.

Lors des premiers affrontements du Quartin Latin, au début de mai, on a recherché les causes profondes du mouvement étudiant. Citons-en quelques-unes : l'exiguïté des facultés, les mauvaises conditions de travail, le nombre réduit des bourses, le carcan du Plan Fouchet, l'inadaptation de l'enseignement, la menace permanente de la «sélection», l'insuffisance des débouchés... Cette condition difficile, parfois tragique, de l'étudiant, dans un système et une société qui lui sont imposés, contre lesquels il se sent impuissant, a abouti, après des années, à une explosion brutale. La violence des révoltés est spectaculaire; mais ne faut-il pas voir dans la situation qui cause la révolte une autre forme de violence qui, pour être quotidienne, insinuante, habituelle, n'en est pas moins le point de départ de l'escalade oppression-révolte-répression?

Au Quartier Latin, le système oppressif pesant sur les étudiants s'est matérialisé le 3 mai par l'occupation policière de la Sorbonne, à la suite d'incidents somme toute mineurs. Les dizaines de milliers d'étudiants qui se sont battus au cours des journées suivantes ne se sont pas demandé s'ils étaient pour ou contre «la violence». Leur combativité a donné libre cours à une protestation trop longtemps réprimée.

Sinistres souvenirs

C'est aussi l'accumulation des revendications systématiquement rejetées depuis des années qui explique la grève de 10 millions de travailleurs. Mais ceux-ci étaient organisés et habitués à la lutte, alors que les étudiants ne l'étaient pas. Pendant des semaines, alors que le mouvement de grève aboutissait, dans le calme, à des succès, les manifestations étudiantes ont pu donner lieu à des provocations de la part d'individus ou de groupes qui voient dans la violence un but en soi. Du moment qu'il s'agissait de «baroud» et de «chambarquement» et non plus d'une action organisée avec des objectifs précis, il s'est produit, par exemple ce fait invraisemblable : l'installation à la Sorbonne et la participation aux combats de rues d'un groupe de «Katangais», mercenaires du colonialisme, actuellement sans emploi, mais toujours prêts à en découdre.

Mais les excès ainsi provoqués ne doivent pas masquer le caractère odieux de

POUR LA QUATRIÈME FOIS...

DEPUIS dix ans, le M.R.A.P. a élaboré trois propositions de lois qui donneraient à la France une véritable législation antiraciste. Ces textes ont été proposés à l'Assemblée nationale au début de chacune des législatures de la V^e République, en 1959, en 1963, en 1967. Des députés de différentes tendances (majorité et opposition) les ont déposés; au cours de la législature qui vient de s'achever, ces propositions ont été reprises par le groupe communiste, celui de la F.G.D.S. et deux députés centristes.

Mais, transmises à la Commission de législation, elles n'ont pas été discutées par l'Assemblée. Car c'est le gouvernement qui est maître de l'ordre du jour des débats, et il n'a pas jugé utile depuis dix ans, de faire examiner ces textes antiracistes.

Les trois propositions du M.R.A.P. portent sur les aspects suivants de l'action antiraciste :

● **Répression de la provocation à la haine raciale**, qui donnerait «à toute association régulièrement constituée, se proposant dans ses statuts, de combattre la haine entre les citoyens ou habitants à raison de leur appartenance à une race ou à une religion déterminée», la possibilité d'exercer les droits réservés à la partie civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts qu'elle s'est donnée pour mission de défendre». Il faut préciser, par exemple, que la Société protectrice des animaux est habilitée à engager des pour-

suites judiciaires, alors que le M.R.A.P. ne l'est pas lorsqu'il s'agit de défendre les victimes des campagnes racistes.

● **Répression des discriminations raciales**, qui, jusqu'à présent, est impossible : aucune loi ne permet de lutter contre le refus d'emploi, de service ou de logement, sur des critères racistes. Chaque fois que la condamnation d'un acte de discrimination raciale a pu intervenir (non sans difficultés multiples), c'est à la faveur d'une autre loi : le refus de vente, par exemple.

● **Interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste**. La loi de janvier 1936 ne prend en considération que les associations ayant caractère de milices privées. La proposition de loi étendrait cette interdiction à des groupes «qui inciteraient à la discrimination raciale envers des personnes ou des groupes de personnes en raison de leur origine religieuse, ethnique, nationale, ou de leur absence de nationalité, ainsi que celle qui propageraient des idées ou théories fondées sur une telle discrimination».

Ces différents textes correspondent aux recommandations contenues dans la Convention internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, adoptée par l'O.N.U., et que la France n'a pas encore ratifiée.

Dès le lendemain des élections, et pour la quatrième fois, le M.R.A.P. soumettra ses propositions de lois aux différents groupes de la nouvelle Assemblée nationale.

la répression policière qui, entraînant après chaque manifestation, de nouvelles poussées de colère, a favorisé le cycle infernal des violences.

La presse a publié de multiples témoignages sur les méthodes employées par les C.R.S. et les gardes mobiles, directement inspirées de celles qui avaient cours pendant la guerre d'Algérie.

On a vu de nouveau dans les rues de Paris des prisonniers blessés marcher les mains sur la tête sous la menace des fusils. Dans des cars de police, dans certains commissariats ou derrière les barbelés de Beaujon, se sont déroulées des séances de matraquage et des scènes de sadisme qui évoquent de bien sinistres souvenirs. «Hier je ne jetais pas de pavés, mais maintenant...» : ainsi s'exprimaient nombre de détenus après avoir subi pendant de longues heures les coups et les humiliations. (1).

S'agissant de l'aspect raciste de la répression, nous ne citerons qu'un témoignage, celui du Dr Le Guen (2). Après avoir relaté l'intervention d'une vingtaine de C.R.S. dans le café Saint-Placide où se retrouvent chaque soir des jeunes étrangers suivant les cours de l'Alliance française, il rapporte : «Très vite on entend des plaintes, des cris. Puis je vois sortir des jeunes gens pliés en deux : quatre

ou cinq policiers pour chacun d'entre eux les frappent, violemment à coups de matraque, au visage de préférence, mais comme la place manque, j'en vois se baisser pour frapper les tibias (...) Parmi cette douzaine de garçons ainsi embarqués, il y a un Noir; il marche à peu près normalement et ne paraît pas trop «abîmé» lorsqu'il monte dans le panier à salade. Quinze minutes plus tard, une ambulance s'arrête à côté du car et les secouristes récupèrent le Noir : il a le visage en sang, il flageole et s'écroule, on l'allonge sur une civière. Je suppose que la couleur de sa peau lui a valu d'être «soigné» à l'intérieur du car! L'ambulance l'emène (...) Demain, la préfecture annoncera la présence d'étrangers parmi les manifestants...»

C'est sans doute pour échapper à de telles menaces que des lycéens poursuivis près de Flins par des policiers se sont précipités dans la Seine, où l'un d'eux s'est noyé, la veille de la mort à Sochaux de deux travailleurs, l'un atteint par balle, l'autre mortellement blessé au cours d'une poursuite.

Troupes de choc

A propos de ces événements, un autre problème se pose : le rôle joué par Occident, l'Action française et les autres grou-

pes d'extrême-droite. Voilà des années qu'ils pratiquent systématiquement la violence. Bien qu'ils aient multiplié les agressions et gravement blessé de nombreux étudiants, ils n'ont jamais été inquiétés (3). Avant la crise de mai, ils ont fait preuve d'une agressivité accrue : le 2 mai, par exemple, ils incendiaient le siège de la Fédération des groupes d'études de lettres à la Sorbonne. Comme pour d'autres attentats récents, Occident s'en félicita publiquement dans un tract. Les jours précédents, il avait signé de la croix celtique et de la croix gammée divers barbouillages antisémites.

Tout au long du mois de mai, Occident a organisé des manifestations dans Paris, sans rencontrer d'opposition de la police. Ses commandos ont investi l'Opéra le 20 mai; ils ont mis à sac l'Institut des sciences politiques, attaqué la Faculté de

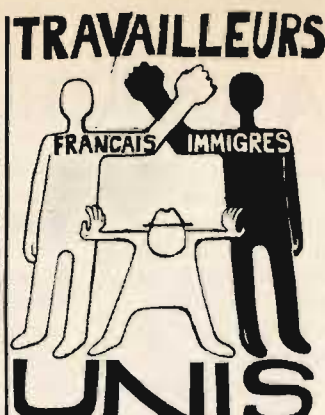
→ (Suite en page 9.)

(1) Témoignage de M. Guy Tessier, dans *Le Monde* du 29 mai.

(2) *Le Monde*, 9 mai.

(3) En avril 1965, répondant à une démarche du M.R.A.P. qui lui demandait de prendre des mesures contre les groupes racistes d'extrême-droite, M. Frey, alors ministre de l'Intérieur, écrivait : «Une mesure prononçant leur dissolution ne ferait que leur attribuer une influence qu'ils n'ont pas.»

TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRÉS TOUS UNIS
 A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL
 A LAVORO UGUALE SALARIO UGUALE
 A TRABAJO IGUAL SALARIO IGUAL
 ΙΔΙΑ ΔΟΥΛΕΙΑ ΙΔΙΑ ΠΑΗΡΟΜΗ
 A TRABALHO IGUAL SALARIO IGUAL
 KAKAV UČINAK TAKVA ZARADA
 لأعمال مساوية أرباح مساوية



Trois affiches réalisées par l' "atelier populaire" installé dans les locaux des "ex-Beaux-Arts" de Paris

Étudiants

LE TRAIN EST BIEN PARTI

par Marc-André Bloch
 président du C.L.E.P.R.

Il y a des années que les hommes et femmes de bonne volonté réunis au sein du **Centre de Liaison des Educateurs contre les Préjugés raciaux** (C.L.E.P.R.) contestent — sans avoir jusqu'aux derniers événements réussi à entraîner derrière eux la masse des enseignants — les structures, les méthodes, les contenus de l'enseignement actuel. Ils lui reprochent de ne guère viser qu'à l'acquisition par les élèves de **connaissances**, elles-mêmes distribuées par des spécialistes sans horizon et que n'unit aucune pensée commune, et de sacrifier délibérément à cette acquisition, de sacrifier délibérément à l'**instruction** tout ce qui est de l'ordre de l'**éducation** — et à quoi appartient en particulier cette « éducation à la fraternité » que nous nous appliquons à promouvoir.

Je n'ai rappelé ici le sens général de nos refus et de nos efforts que pour montrer combien ils trouvent, dans la grande

contestation étudiante et lycéenne que nous avons vu se développer depuis les premiers jours de mai, leur prolongement et leur couronnement naturels, et pourquoi nous ne pourrions, sans nous contredire nous-mêmes, lui ménager notre sympathie et notre appui.

Nous sommes, de tout cœur, avec les étudiants et les lycéens lorsqu'ils demandent que l'école cesse enfin d'observer « **de Conrart le silence prudent** » sur les grands problèmes de l'actualité nationale et internationale, sur les grands problèmes, (fussent-ils les plus brûlants) de la vie politique, sociale, économique qui sollicitent au premier chef l'attention de nos jeunes. Notre revendication que soit substituée à la timide et chétive « instruction civique » de nos programmes actuels une véritable **éducation civique** n'a pas d'autre sens.

De tout cœur encore nous sommes avec nos étudiants et lycéens lorsqu'ils réclament une transformation profonde de la

relation traditionnelle enseignants-enseignés. Nous pensons avec eux que la vieille pédagogie, celle qui repose presque exclusivement sur l'enseignement **ex cathedra**, a fait son temps et qu'il est devenu nécessaire et urgent d'instaurer et de développer dans tout notre enseignement public, entre maîtres et élèves, des **structures de dialogue**. Aussi bien, cette éducation civique, que nous appelons de nos vœux, et dont l'éducation antiraciste est une part — non la moindre — nous ne l'avons jamais conçue comme devant prendre la forme d'un enseignement de type traditionnel, tombant du haut d'une chaire sur des élèves dociles et réceptifs, mais tout au contraire comme devant être un échange vivant d'informations et une libre confrontation des opinions.

Un vaste mouvement

C'est dans la même ligne que s'inscrivent, de toute évidence, bien d'autres revendications étudiantes. Il n'est pas possible, dans les limites d'un court article, d'entrer dans leur détail. C'est dans ce détail que se situe par exemple telle ou telle formule proposée de cogestion paritaire des universités, qui exigerait examen et discussion attentifs, et sur laquelle les avis peuvent différer. A plus forte raison peuvent-ils différer sur les objectifs, non plus culturels, mais politiques, mais révolutionnaires qui sont ceux d'une fraction importante de la population étudiante.

C'est sur les objectifs **culturels**, sur eux seuls que j'ai tenu à exprimer, au nom du C.L.E.P.R., notre solidarité et notre accord. Sur ce plan, et sur bien des points qui intéressent moins directement l'action de notre mouvement d'éducateurs, je partage personnellement nombre de refus de nos étudiants : leur refus, en particulier, d'un système traditionnel d'examens qui privilégie la mémoire, la docilité aux « paroles du maître », aux dépens de l'appel aux facultés de réflexion, d'initiative, de créativité des examinés.

Je me résume et je conclus : nous ne sommes pas, au C.L.E.P.R., de ceux auxquels on peut adresser le reproche d'avoir « pris le train en marche » — peut-être pouvons-nous au contraire, sans vaine gloriole, nous compter au nombre de ses premiers voyageurs. Mais l'essentiel est que ce train soit en marche, et bien parti. Nous voici maintenant, non plus isolés, perdus dans une mer d'indifférence, mais intégrés à un vaste mouvement de réforme en profondeur de tout notre système d'enseignement. Cette situation nouvelle crée pour nous des possibilités nouvelles ; nous n'aurons garde de les oublier ou de les négliger.

Ouvriers et employés

LES IMMIGRÉS DANS LA GRÈVE

ILS sont quelque trois millions d'immigrés en France, qui ont fui le chômage, la misère, voire les guerres coloniales : Italiens, Algériens, Espagnols, Africains, Portugais, etc., des centaines de milliers de travailleurs qui sont venus combler un besoin de main-d'œuvre non qualifiée.

Comme le M.R.A.P. le rappelait récemment (1) « *Ne disposant d'aucune formation professionnelle, les travailleurs immigrés exercent surtout les tâches les plus insalubres et les plus pénibles.* » 57 % des salariés immigrés sont des manœuvres, 31 % ouvriers spécialisés, 9,5 % seulement ouvriers qualifiés. Dans ces conditions, il est malhonnête, c'est le moins qu'on puisse dire, de rejeter sur les travailleurs immigrés la responsabilité de la situation économique et sociale dans laquelle se trouve la France comme certains l'ont fait. Le slogan « *La France aux Français !* » a été crié aux quatre coins de la France. Ainsi à Paris le 30 mai entre la Concorde et l'Etoile. Ainsi à Béziers. Dans cette dernière ville, un tract a été diffusé, émanant d'un « *Comité pour la défense des libertés républicaines* » : « *Le peuple français est majeur et n'a nul besoin pour régler ses propres affaires des ressortissants étrangers*, affirment ces « républicains » outragés. *Travailleurs français, vous perdez votre liberté. Les piquets de grève composés d'étrangers font la loi à la porte de vos usines, de vos ateliers, de vos chantiers !* » Cet appel à la xénophobie et au racisme reflète cependant une réalité : la partici-

pation massive, sans précédent, des travailleurs immigrés aux récents mouvements revendicatifs. L'épreuve, soulignons-le, en les « révélant » souvent les uns aux autres, a rapproché travailleurs français et immigrés.

Une participation méritoire

Cette participation massive des travailleurs immigrés est d'autant plus méritoire qu'ils sont parmi les plus menacés dans leur sécurité et leur vie quotidienne : le travailleur étranger vit toujours sous la menace d'une expulsion, ses employeurs peuvent le licencier plus facilement qu'un Français, il vit souvent au jour le jour.

Ils se sont donc engagés dans la lutte, pour que les revendications générales soient satisfaites mais aussi pour que certaines revendications particulières le soient : égalité des salaires, des allocations familiales (2), des avantages sociaux, reconnaissance effective du droit de grève et des droits syndicaux, suppression des bidonvilles et construction de logements décents à des prix abordables.

Certes, on a essayé — et on a réussi parfois — à séparer des immigrés de leurs camarades : des manifestations en faveur de la « liberté du travail » ont pu être organisées ici ou là, certaines ambassades ont fait pression sur leurs ressortissants (fin mai, à Saint-Denis, des cars étaient mis à la disposition des Portugais qui voulaient rentrer au Portugal ; les locataires de foyers dépendant de Citroën ont

été littéralement consignés). Ici et là, des immigrés ont pu être entraînés dans des aventures sans issue. Mais, de façon générale, ils ont agi dans la discipline, tout comme leurs camarades français.

Des problèmes particuliers

Les grandes centrales syndicales, conscientes du sort des immigrés, se sont particulièrement adressées à eux, soulignant qu'il ne saurait y avoir d'opposition entre travailleurs de différentes origines (le syndicat Renault de la C.G.T. a édité sa *plateforme pour la défense des travailleurs immigrés* en français, en espagnol, en arabe et en portugais). Partout, comme à Boulogne-Billancourt, on s'est efforcé d'assurer une solidarité réelle à tous.

Mais souvent les immigrés ont des problèmes que leurs camarades français ne connaissent pas.

Malgré les difficultés de toutes sortes, les immigrés ont « tenu ».

Il y a quelque 200 000 Antillais en France, qui vivent principalement dans les grandes villes (environ 8 000 personnes arrivent en France chaque année, par l'intermédiaire du Bureau pour le développement des migrations des départements d'Outre-Mer (B.U.M.I.D.O.M.), dont les locaux parisiens ont été occupés) : ils ont participé à la contestation générale. 80 % du personnel antillais des hôpitaux parisiens a fait grève et a participé aux manifestations syndicales (les Antillais réclament en particulier une réduction du prix des transports : il leur en coûte 3 000 F de rendre visite à leur famille...).

En droit, les Antillais sont citoyens français. Ils sont donc moins menacés d'être expulsés que les autres immigrés. (C'est là sans doute qu'on trouve la raison de la « discrétion » de certains Africains, Algériens, etc.)

Mais au-delà de l'attitude de tel ou tel groupe, la caractéristique du mouvement revendicatif est la confirmation que les travailleurs immigrés sont partie intégrante du mouvement ouvrier en France.

Il importe maintenant de consolider l'acquis, de montrer aux travailleurs français et immigrés, davantage que jusqu'à présent, qu'en définitive ils sont placés devant les mêmes problèmes et qu'ils auront encore besoin les uns des autres.

Jacques TENESSI

(1) Le 28 mai, le M.R.A.P. diffusait un tract, « Pour les travailleurs immigrés. » Nous réclamions en particulier que soient supprimées les formes actuelles d'expulsion administratives et qu'elles soient remplacées par une procédure offrant toutes garanties contre l'arbitraire.

(2) La discrimination, en ce qui concerne les allocations familiales, est particulièrement flagrante non seulement entre travailleurs français et immigrés mais entre immigrés.



Aux piquets de grève, aux manifestations syndicales, se joignent nombre de ces travailleurs surexploités que sont les immigrés et les Antillais

Elie Kagan

A NOS LECTEURS

Comme ses confrères, **Droit et Liberté** n'a pas paru pendant les grèves. Il reparait avec ce numéro spécial, où vous ne trouverez pas les rubriques habituelles : il fallait l'imprimer très vite. Le numéro de juillet paraîtra normalement.



Ce jour-là, la police était étrangement indifférente...

Belleville

DEUX JOURNÉES TROUBLES

Il est vraisemblable que tout a commencé, ce dimanche 2 juin à Paris, dans ce hâvre misérable de nombreux immigrants de toutes origines qu'est le quartier de Belleville, par une simple partie de cartes : un joueur malchanceux aurait refusé de s'acquitter d'une dette de 400 F et se serait réfugié au café *Le Kairouan*, rue de l'Orillon. Les vitres de l'établisse-

ment furent brisées ; l'engrenage des violences était mis en marche, des Juifs et des Arabes allaient bientôt s'affronter (de nombreux blessés durent être hospitalisés). Au total, une cinquantaine de magasins ou de cafés furent attaqués, dont certains furent incendiés et d'autres pillés, une synagogue fut profanée.

Il est difficile d'imaginer que de part et

d'autre on ait voulu se solidariser avec l'un ou l'autre des joueurs !

La vérité est ailleurs :

— Pourquoi donc ces incidents surviennent-ils au moment où la France connaît une crise sociale et politique profonde ?

— Pourquoi à Belleville, où jusque là Juifs et Arabes avaient vécu en bonne intelligence ?

— Pourquoi les forces de police, regroupées pourtant en nombre imposant dans le quartier, n'ont-elles pas entrepris de disperser les groupes hostiles ? Une telle opération était réalisable sans violence, tous ceux qui étaient investis d'une quelconque autorité — diplomatique, politique ou religieuse — intervenant dans le sens de la détente et de la vigilance envers les provocateurs de toute sorte et la très grande majorité des habitants de Belleville n'aspérant qu'à vivre dans la tranquillité.

Ceci est significatif : personne à Paris n'a osé appeler ouvertement à l'affrontement. Nous en avons certes entendus, qui rejetaient sur « les autres », tantôt « les Juifs » tantôt « les Arabes », l'entière responsabilité des événements. Mais ceux-là n'étaient que quelques-uns qui restèrent isolés : de part et d'autre on allait accueillir avec sympathie le tract dont on lira le texte par ailleurs et qui fut largement diffusé par les militants du M.R.A.P.

Des interventions convergentes.

Le premier, M. Masmoudi, ambassadeur de Tunisie, se rendait sur les lieux, accompagné du rabbin Chouchena. Des appels au calme furent également lancés tant par M. Rêda Malek, ambassadeur d'Algérie que par le parti de l'Avant — garde socialiste d'Algérie (O.R.P.), le grand rabbin Kaplan, l'Association des juifs originaires de Tunisie.

En ce temps où la violence s'organise, on ne peut en effet expliquer l'explosion de Belleville que par l'exploitation provocatrice d'un incident, d'une querelle de joueurs : certains, à Belleville comme ailleurs, tirent une part de leurs revenus des eaux troubles dans lesquelles ils pêchent.

Criminel — ou imbécile — est celui qui prétend que Juifs et Arabes ne peuvent coexister : déjà la vie a repris ses droits dans le quartier. On peut espérer que Belleville retrouvera rapidement son aspect coutumier.

Mais les récents événements doivent inciter tous les antiracistes, quelle que soit leur origine, à une vigilance plus grande : les heurts raciaux s'inscrivent fort bien dans une tactique définie ailleurs qu'à Belleville...

Jean-Pierre SAÏD

→ (Suite de la page 5.)

droit, le lycée Condorcet, des sièges locaux du parti communiste. Ils ont agressé des étudiants dans plusieurs villes, notamment à Lyon, Bordeaux, Aix-en-Provence, Toulouse, Marseille...

Alors que le gouvernement a décidé, le 12 juin, de dissoudre certains groupes d'étudiants d'extrême-gauche, il n'a pris aucune mesure contre les commandos fascistes d'Occident. Serait-ce en raison de l'aide qu'ils ont apporté, ou peuvent apporter, aux forces répressives, voire aux comités d'action civique animés par M. Frey ?

On est en droit de s'inquiéter lorsqu'on voit ce qu'en écrit Rivarol, qui connaît bien ce milieu :

« Doutant (à juste titre) du nombre et de la valeur de leurs troupes, les dirigeants gaullistes recherchent chez les nationaux (c'est-à-dire dans l'extrême-droite N.D.L.R.) les soutiens que leur prodiguaient les partis de gauche, lors de l'O.A.S. et convient les ex-« nazis » à se regrouper « face au bolchévisme ». Des mouvements nationaux étudiants aux sigles baroques, qui se créent partout et s'agitent dans le vide, ont leurs tracts tirés dans les ministères et se voient assaillis d'offres mirobolantes. Quant à ceux qui veulent se battre sur le terrain contre les gauchistes, les gaullistes leur promettent neutralité policière et aide détournée. » (4)

A l'heure où Bidault et le colonel Lacheroy (condamné à mort) rentrent en France, où Salan est libéré, ou Poujade (Pierre) et Tixier-Vignancour se rallient bruyamment au régime, il ne fait pas de doute que l'on rêve dans certains milieux, d'appuyer éventuellement sur la force et sur une agitation de type fasciste la défense de certains intérêts mis en cause par les événements de mai.

Demain ?

Alors qu'approchent les élections, une grande vigilance est indispensable. Il ne faut pas que l'immense bouillonnement qui s'est produit et qui tend à rendre la vie plus juste, plus humaine et plus fraternelle, il ne faut pas que les espoirs de renouveau, soient abandonnés ou compromis.

L'union réalisée dans la « contestation » doit demeurer pour la construction d'une société où chacun trouvera sa place : l'étudiant et l'ouvrier, celui qui naquit ici et celui qui vient d'ailleurs, où il n'y aura ni parias, ni intrus. Elle ne se fera certes pas sans luttes ; mais ne devrait-elle pas s'imposer pacifiquement, par la force des idées qu'elle incarne et des masses humaines qui aspirent à elle ? Désormais nous en sommes tous responsables.

Louis MOUSCRON

(4) Rivarol, 6 juin.

QUE SE PASSE-T-IL ?

Allemagne

UN ALLIÉ PRÉSENTABLE

« LE N.P.D. est un parti démocratique qui désire avoir sa part dans l'élaboration de la politique nationale, compte tenu de sa représentation électorale, comme il convient à tout Etat démocratique. »

C'est en ces termes qu'Adolf Von Thadden posa sa revendication au pouvoir le 3 mai dernier, après le succès néo-nazi aux élections de Bade-Wurtemberg. « D'ailleurs, ajouta-t-il, le pourcentage d'anciens nazis au sein du N.P.D. n'est pas supérieur à celui qui existe dans les autres partis. »

Même si cette assertion est discutable, il n'en est pas moins vrai que le chancelier Kiesinger, qui avouait tranquillement l'an dernier avoir été nazi « parce qu'à l'époque, c'était le seul moyen de faire carrière », a du mal à se faire prendre au sérieux lorsqu'il déclare aujourd'hui : « Le N.P.D., voilà l'ennemi. »

D'autant que la loi d'exception, qui vient d'être adoptée au Bundestag par une écrasante majorité (380 voix contre 100) a elle-même des relents fascistes ; en cas de danger « extérieur ou intérieur », les institutions parlementaires et les libertés individuelles sont suspendues, le pays quadrillé par un système d'« autodéfense », l'armée est chargée de briser les émeutes et les grèves.

Viêtnam

POINT MORT

LA négociation américano-viétnamienne de Paris en est au point mort. La délégation américaine refuse l'arrêt des bombardements sur le Nord-Viêt-nam. Elle réclame, dit-elle, un « geste de réciprocité ».

« Eh bien, répond la délégation nord-viétnamienne, nous allons faire ce geste de réciprocité : que les U.S.A. cessent de bombarder notre sol et nous nous engageons à ne pas bombarder le sol des Etats-Unis ».

Cette boutade a le mérite de poser clairement les responsabilités de la guerre. Elle révèle en outre un échec pour les Etats-Unis. En acceptant la négociation, le gouvernement américain tentait de creuser une faille entre le Nord-Viêt-nam et le F.N.L. du Sud : Hanoi allait, espérait-on, faire pression sur ses alliés pour sauvegarder son territoire et ses installations.

Mais ce calcul s'est avéré vain. Les négociateurs nord-viétnamiens ont rappelé que le mouvement de libération est né au sud, et que c'est au sud de mener souverainement son action. Ils ont aussi rappelé que le 17^e parallèle coupe aussi arbitrairement le Viêt-nam en deux que la ligne de démarcation nazie coupait la France en deux voici vingt-cinq ans. C'est un seul et même peuple qui combat ; et qui combat victorieusement : chaque jour, le F.N.L. attaque Saigon, la place forte des Américains.



Bob Kennedy, victime de la violence qu'engendre la société américaine.

États-Unis

LA POLITIQUE DU FUSIL

APRÈS Martin Luther King, Bob Kennedy vient d'être assassiné. Est-ce un complot organisé ? Est-ce l'œuvre d'un fou ? On l'ignore encore. Mais ce qu'on sait, c'est que le revolver et le fusil à lunettes deviennent aux U.S.A. des instruments de « contestation » de plus en plus utilisés. Il y eut d'abord John Kennedy, et toute la séquelle de morts qui suivirent la sienne : il y eut Malcom X, puis King, puis Bob, sans compter des dizaines de militants antiracistes obscurs...

On a dit que l'assassin, Sirhan, jordanien d'origine, voulait punir le « sionisme » de Kennedy. Quelques jours après le meurtre, des noirs assassinaient un homme d'origine jordanienne... Ce sont là sans doute des élucubrations et des mécanismes qui n'ont pas d'importance politique réelle, mais qui révèlent le très profond malaise de la société américaine.

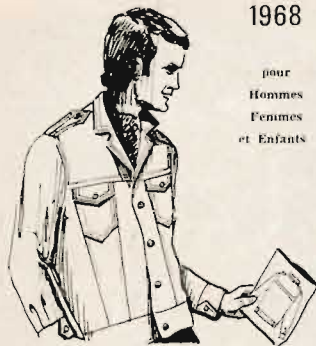
Les deux malaises, plutôt : celui né de la guerre au Viêt-nam ; celui suscité par le problème racial. Mais des fractions de plus en plus larges de l'opinion américaine admettent que les deux problèmes sont liés au point de ne pas faire qu'un. 80 millions de dollars s'envolent chaque jour dans la fumée du napalm. C'est à peu près ce qu'il faudrait pour lutter, aux U.S.A., contre la misère, le chômage, la ségrégation et les ghettos.

C'est avec une anxiété croissante que la Maison Blanche attend l'été, et les troubles dont chacun prévoit qu'ils seront plus violents que jamais. Contre eux, on n'a prévu qu'un remède : la multiplication des forces policières et le perfectionnement du matériel de répression.

Collection Printemps-Été

1968

pour
Hommes
Femmes
et Enfants



Blazer croisé

Blouson

- Randal -

Pantalon
Ceinturon
Très grand
choix



BIR

312, rue St-Martin
PARIS. 212 12-93

VETEMENTS
SPORT ET VILLE

- Vestes
- Blousons
- Cabans
- Pantalons
- Anoraks
- Fuseaux
- Pantalons à pont
- et toutes les nouveautés Teen-agers
- et tous les pantalons taille basse et pantalons marins

- Foam-Back
- Nylon
- Velours
- Tergal
- Gabardine
- Lainage fantaisie
- Impermeables

Catalogue envoi sur demande

LES ÉDITIONS DU PAVILLON

Directeur-gérant : Roger MARIA
5, rue Rollin, Paris-5^e - Tél. 326-84-29

● André MAUROIS, de l'Académie Française : **De la morale médicale - Discours aux médecins.** Avec une lettre liminaire du Pr. Robert DEBRÉ, de l'Académie des Sciences. Un ouvrage de luxe (tirage limité) de quatre-vingts pages, format 13 x 18, couverture papier façon bois, texte sur Vélin teinté azur et Vélin crème, impression en noir et laque anglaise, reproduction en gravure sur bois d'un caducée ancien 12 F

● Benoît FRACHON, président de la Confédération Générale du Travail, vice-président de la Fédération Syndicale Mondiale : **L'épopée d'un peuple maître de son destin - L'ascension de l'Union soviétique et ses causes** - Un volume de 52 pages grand format (18,5 x 26) sur Vélin de luxe Bellegarde - 120 g. Impression en deux couleurs - avec treize lettrines d'Albert Decaris, membre de l'Institut 4,50 F

● La tragédie vietnamienne vue par des Quakers américains - **Propositions nouvelles pour la paix.** Préface du Pr Alfred KASTLER, prix Nobel de physique 1966 12 F

● Fereydoun HOVEYDA : **Histoire du roman policier.** Avant-propos (1955) de Jean COCTEAU, de l'Académie française 15 F

● Pierre BRANDON : **Le sang et le ciment** (roman) 15 F

● **Jeunesse difficile ou société fautive ?** (Un colloque suivi d'un débat). Introduction de René ZAZZO, professeur à l'Institut de psychologie de l'Université de Paris 16 F

● Jacques FINER : **Les brumes de l'été.** Nouvelles traduites du Yiddish. Préface de Pierre PARAF 15 F

Diffusion pour MM. les libraires : ODEON-DIFFUSION, 24, rue Racine, Paris-6^e

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en TRESSE MAIN

Femmes du 35 au 43 - Hommes du 38 au 48

6 largeurs différentes

(9^e) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M^o Saint-Lazare - Trinité)

(6^e) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M^o Sèvres - Babylone)

(10^e) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M^o Château-d'Eau).

Magasins ouverts tous les lundis

GANTS - TÊTINES



Chez votre pharmacien

BULLETIN D'ABONNEMENT

M Adresse

S'abonne pour un an (abonnement ordinaire, de soutien (1) à **Droit et Liberté**)

Paiement joint par chèque bancaire, mandat, chèque postal (1)

(1) Rayer la mention inutile. Abonnement annuel : 20 F. Abonnement de soutien : 40 F. C.C.P. 6070-98 Paris.



payscope

VOYAGES pour ETUDIANTS et JEUNES

ISRAEL et TURQUIE, chantiers de travail, circuit et séjour 725 F

GRECE, 15 jours 665 F

TUNISIE, 15-21 jours 690 F

PORTUGAL, 15-21 jours 710 F

IRLANDE, 20 jours 890 F

YUGOSLAVIE, 24 jours 930 F

SARDAIGNE, 15 jours 670 F

COTE D'IVOIRE, 35 jours 1.885 F

et nos grands voyages :

KENYA, 21 jours 1.885 F

U.R.S.S., 18 jours 1.475 F

INDE, 24 jours 2.890 F

JAPON, 25 jours 3.800 F

MEXIQUE, 35 jours 3.150 F

CUBA, 23 jours 1.545 F

Vols universitaires vers les Amériques, Europe, Moyen et Extrême-Orient - Crédit possible

Renseignements et Inscriptions
9, rue du Helder, Paris-9 - Tél. 523-25-34

Sangène

BAS-SLIP COMBINÉ

Sangène

ELASTIQUE
INDÉFORMABLE
AVEC
MAILLE LISTE
EXTRA-SOUPLE

Sangène

Imprimé en Belgique

Distribution : Sangène - Mercier : NS. Bouly, 71, rue de Provence, Paris-9^e -
Tél. : 744-67-99.



bonnes vacances avec

Bilytis PARIS

Catalogue et liste des dépositaires sur demande à Bilytis
B P. 233-02 - Paris R.P.